

1 Karl Marx, Le Capital, Livre I (1867), 8e section : L'accumulation primitive – Ch. 31 : Genèse du capitaliste industriel

La genèse du capitaliste industriel ne s'accomplit pas petit à petit [...]. La constitution féodale des campagnes et l'organisation corporative des villes empêchaient le capital-argent, formé par la double voie de l'usure et du commerce, de se convertir en capital industriel. Ces barrières tombèrent avec le licenciement des suites seigneuriales, avec l'expropriation et l'expulsion partielle des cultivateurs [...]. La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de conquête et de pillage aux Indes orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore. Aussitôt après, éclate la guerre mercantile; elle a le globe entier pour théâtre. S'ouvrant par la révolte de la Hollande contre l'Espagne, elle prend des proportions gigantesques dans la croisade de l'Angleterre contre la Révolution française et se prolonge, jusqu'à nos jours, en expéditions de pirates, comme les fameuses guerres d'opium contre la Chine.

Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVII^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le régime colonial, le crédit public, la finance moderne et le système protectionniste. Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société, afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abrégier les phases de transition. [...]

Un homme dont la ferveur chrétienne a fait tout le renom, M. W. Howitt, s'exprime ainsi sur la colonisation chrétienne : « Les barbaries et les atrocités exécrables perpétrées par les races soi-disant chrétiennes dans toutes les régions du monde et contre tous les peuples qu'elles ont pu subjuguier n'ont de parallèle dans aucune autre ère de l'histoire universelle, chez aucune race si sauvage, si grossière, si impitoyable, si éhontée qu'elle fût. » L'histoire de l'administration coloniale des Hollandais [...] « déroule un tableau de meurtres, de trahisons, de corruption et de bassesse, qui ne sera jamais égalé ». [...] La jeunesse enlevée était enfouie dans les cachots secrets de Célèbes jusqu'à ce qu'on l'entassât sur les navires d'esclaves.

La Compagnie anglaise des Indes orientales obtint, outre le pouvoir politique, le monopole exclusif du commerce du thé et du commerce chinois en général, ainsi que celui du transport des marchandises d'Europe en Asie et d'Asie en Europe. [...] Les monopoles du sel, de l'opium, du bétel et d'autres denrées, étaient des mines inépuisables de richesse. Les employés, fixant eux-mêmes les prix, écorchaient à discrétion le malheureux Hindou. [...] D'après une liste présentée au Parlement, la Compagnie et ses employés extorquèrent aux Indiens, de 1757 à 1760, sous la seule rubrique de dons gratuits, une somme de six millions de livres sterling ! De 1769 à 1770, les Anglais provoquèrent une famine artificielle en achetant tout le riz et en ne consentant à le revendre qu'à des prix fabuleux.

Le régime colonial donna un grand essor à la navigation et au commerce. Il enfanta les sociétés mercantiles, dotées par les gouvernements de monopoles et de privilèges et servant de puissants leviers à la concentration des capitaux. Il assurait des débouchés aux manufactures naissantes, dont la facilité d'accumulation redoubla, grâce au monopole du marché colonial. Les trésors directement extorqués hors de l'Europe par le travail forcé des indigènes réduits en esclavage, par la concussion, le pillage et le meurtre refluaient à la mère patrie pour y fonctionner comme capital. La vraie initiatrice du régime colonial, la Hollande, avait déjà, en 1648, atteint l'apogée de sa grandeur. Elle était en possession presque exclusive du commerce des Indes orientales et des communications entre le sud-ouest et le nord-est de l'Europe. Ses pêcheries, sa marine, ses manufactures dépassaient celles des autres pays. Les capitaux de la République étaient peut-être plus importants que tous ceux du reste de l'Europe pris ensemble. De nos jours, la suprématie industrielle implique la suprématie commerciale, mais à l'époque manufacturière proprement dite, c'est la suprématie commerciale qui donne la suprématie industrielle. De là le rôle prépondérant que joua alors le régime colonial. Il fut « le dieu étranger » qui se place sur l'autel, à côté des vieilles idoles de l'Europe; un beau jour il pousse du coude ses camarades, et patatras ! voilà toutes les idoles à bas !

2 W.E.B. Du Bois, *Black Reconstruction in America* (1935), ch. 16 : Back towards slavery

Le succès politique de la doctrine de la séparation raciale, qui a renversé la Reconstruction en unissant le planteur et le pauvre blanc, est largement surpassé par ses résultats économiques étonnants. La théorie de l'unité de classe suppose que les travailleurs, malgré des dissensions internes, s'uniront pour finir dans leur opposition à l'exploitation par les capitalistes. [...] Les travailleurs blancs et noirs seront alors projetés dans une même classe, et engageront une lutte commune pour de plus hauts salaires et de meilleures conditions de travail.

Peu de gens mesurent à quel point ce n'est pas ce qui s'est produit dans le Sud, [parce qu'un] tel fossé a été creusé entre les travailleurs blancs et noirs qu'il n'existe probablement pas aujourd'hui dans le monde deux groupes de travailleurs aux intérêts pratiquement identiques qui se détestent et se craignent aussi profondément et systématiquement, et qui sont maintenus si éloignés que ni l'un ni l'autre ne perçoivent le moindre intérêt commun.

Il faut rappeler que les travailleurs blancs, même s'ils percevaient de bas salaires, recevaient une compensation partielle par une sorte de salaire psychologique public. Ils bénéficiaient publiquement de formes de déférence et de respect du fait qu'ils étaient blancs. Ils pouvaient accéder librement, avec toutes les autres classes de personnes blanches, à toutes sortes d'événements publics, aux parcs, aux meilleures écoles. La police était recrutée dans leurs rangs, et les cours de justices, comme elles dépendaient de leur soutien électoral, les traitaient avec une telle indulgence qu'elles les encourageaient à ignorer les lois. Tous les élus dépendaient de leurs voix, ce qui n'affectait pas beaucoup la situation économique, mais changeait la façon dont ils étaient traités. [...] La presse avait pour spécialité de flatter les pauvres blancs et d'ignorer presque complètement les Noirs, si ce n'est pour rapporter des faits divers criminels ou ridicules.

De leur côté, de la même façon, les Noirs étaient soumis à l'insulte publique ; devaient craindre la violence collective ; s'exposaient aux moqueries des enfants comme aux peurs instinctives des femmes blanches ; ils étaient presque continuellement forcés de porter diverses marques d'infériorité. Le résultat de tout cela fut que les salaires des deux groupes purent être maintenus à un bas niveau, entre la crainte des blancs d'être remplacés par des travailleurs noirs, et la menace permanente d'un tel remplacement des noirs par des travailleurs blancs.

Les attroupements violents et les lynchages furent le résultat inévitable de l'état d'esprit où se trouvaient ces deux classes ; un temps, ils furent considérés comme une sorte de fête cruelle tolérée pour le divertissement des blancs les plus violents. On comprend mieux pourquoi les militants ouvriers ont obtenu si peu de résultats dans le Sud. Pour l'essentiel, ils s'adressaient à des travailleurs qui préféraient se contenter de bas salaires leur permettant tout juste de survivre plutôt que de voir les travailleurs de couleur obtenir des salaires décents. Les travailleurs blancs voyaient dans chaque progrès pour les noirs une menace pour leurs prérogatives raciales, à tel point que dans bien des quartiers ou régions les Noirs n'osaient pas se faire construire des logements décents ni porter de beaux vêtements, ni acheter leurs propres véhicules (charrettes, vélos, automobiles), de peur de représailles de la part des blancs.

Ainsi, tous les problèmes de droits des travailleurs dans le Sud furent habilement transformés par des démagogues en jalousie inter-raciale. La preuve la plus évidente en est peut-être l'émeute d'Atlanta, en 1906, faisant suite à la funeste campagne de Hoke Smith pour un siège au Sénat fédéral, dont le programme initial fait de critique des grandes entreprises a soudain laissé place à un réquisitoire en règle contre la race noire.

3 Claudia Jones, « Femmes noires et communisme : mettre fin à une omission » (1949)

Les femmes noires sont parmi les syndicalistes les plus combatives. Les grèves des métayers dans les années 1930 ont été impulsées par les femmes noires. Soumises à la terreur du propriétaire et du suprémaciste blanc, elles ont mené des batailles magnifiques au côté des hommes noirs et des progressistes blancs dans cette lutte mémorable conduite par le Parti Communiste. Les femmes noires ont joué un rôle remarquable lors de la période précédant la création du C.I.O. (*Congress of Industrial Organizations*) dans les grèves et les autres luttes, aussi bien en tant que travailleuses et en tant que femmes de travailleurs, pour obtenir la reconnaissance du principe du syndicalisme de branche, dans des industries comme l'automobile, le conditionnement, l'acier, etc. Plus récemment, le militantisme des femmes noires s'est donné à voir [...] lors de la grève des ouvriers du tabac, dans laquelle des dirigeantes comme Moranda Smith et Velma Hopkins sont apparues comme des syndicalistes de premier plan [, et qui s'est] conjuguée à l'action politique de Noirs et de Blancs qui a conduit à l'élection d'un homme noir dans le Sud (à Winston-Salem, en Caroline du Nord) pour la première fois depuis l'époque de la Reconstruction.

Il est du devoir des syndicalistes progressistes de se rendre compte que dans le combat pour l'égalité des droits des travailleurs noirs, il est nécessaire d'avoir une approche spécifique à l'égard des travailleuses noires qui, dans des proportions qui excèdent de très loin celles des autres travailleuses, sont, dans la majorité des cas, les personnes qui subviennent aux besoins de leur famille. La bataille pour préserver la place de la femme noire dans l'industrie et y assurer sa promotion est un moyen important de lutter pour les intérêts fondamentaux et spécifiques de la travailleuse noire. [...]

Une des manifestations les plus grossières de l'indifférence des syndicats à l'égard des problèmes de la travailleuse noire a été l'incapacité, non seulement de se battre contre la relégation de la femme noire au travail d'employée de maison et autres métiers subalternes du même type, mais encore d'organiser les employées de maison. C'est une reconnaissance de pure forme à laquelle s'adonnent les syndicalistes progressistes qui parlent d'organiser les inorganisés sans tourner leur regards vers le sort dramatique que subissent les employées de maison qui, privées de la protection des réglementations imposées par les syndicats, sont aussi les victimes de l'exclusion de toute législation sociale et de droit du travail. Sur l'ensemble des travailleuses noires, environ une sur dix seulement est couverte par la législation actuelle concernant le salaire minimum, bien qu'un quart de toutes les travailleuses de cette catégorie se trouvent dans des états dotés de lois sur le salaire minimum. Tous les arguments mis en avant jusqu'ici concernant les réelles difficultés à organiser les employées de maison (tels que la précarité de leur emploi, les difficultés inhérentes à l'organisation des travailleurs journaliers, le problème de l'organisation de gens qui travaillent chez des particuliers, etc.) doivent être surmontés sans délai. [...]

Le sort de l'employée de maison est synonyme de souffrances insupportables. Habituellement, elle n'a pas de tâches définies dans le foyer où elle travaille. Les employées de maison peuvent se voir imposer de faire, en plus du rangement et du nettoyage, des tâches comme le lavage des vitres, la garde des enfants, la lessive, la cuisine, etc., et le tout au salaire le plus bas qui soit. [...] Nombreuses sont les employées de maison qui, de retour dans leur propre foyer, doivent recommencer à faire le ménage pour préserver l'unité de leur famille. [...]

Une conscience qui progresse à propos de la question féminine aujourd'hui doit par conséquent réussir à admettre que la question noire aux États-Unis est *prioritaire*, et non pas équivalente, à la question féminine ; que c'est seulement dans la mesure où nous combattons toutes les manifestations et tous les actes racistes visant les Noirs, et que nous combattons en faveur de l'égalité pleine et entière des Noirs, que les femmes toutes ensemble peuvent faire avancer leur lutte pour l'égalité des droits. Pour le mouvement des femmes progressiste, la femme noire, qui combine dans son statut la travailleuse, la Noire et la femme, est le chaînon indispensable menant à cette conscience politique plus aiguë. En outre, dans la mesure où la cause de la femme noire est encouragée, elle sera en position de prendre la place qui lui revient de droit dans la direction noire et prolétarienne du mouvement national de libération [...].

4 Frantz Fanon, *Les Damnés de la Terre* (1961) – Partie 1 : De la violence.

Nous avons précisément choisi de parler de cette sorte de table rase qui définit au départ toute décolonisation. Son importance inhabituelle est qu'elle constitue, dès le premier jour, la revendication minimum du colonisé. [...]

Le monde colonial est un monde compartimenté. Sans doute est-il superflu, sur le plan de la description, de rappeler l'existence de villes indigènes et de villes européennes, d'écoles pour indigènes et d'écoles pour Européens, comme il est superflu de rappeler l'*apartheid* en Afrique du Sud. [...] Le monde colonisé est un monde coupé en deux. La ligne de partage, la frontière en est indiquée par les casernes et les postes de police. [...] Dans les sociétés de type capitaliste, l'enseignement, religieux ou laïque, la formation de réflexes moraux transmissibles de père en fils, l'honnêteté exemplaire d'ouvriers décorés après cinquante années de bons et loyaux services, l'amour encouragé de l'harmonie et de la sagesse, ces formes esthétiques du respect de l'ordre établi, créent autour de l'exploité une atmosphère de soumission et d'inhibition qui allège considérablement la tâche des forces de l'ordre. Dans les pays capitalistes, entre l'exploité et le pouvoir s'interposent une multitude de professeurs de morale, de conseillers, de « désorientateurs ». Dans les régions coloniales, par contre, le gendarme et le soldat, par leur présence immédiate, leurs interventions directes et fréquentes, maintiennent le contact avec le colonisé et lui conseillent, à coups de crosse ou de napalm, de ne pas bouger. On le voit, l'intermédiaire du pouvoir utilise un langage de pure violence. L'intermédiaire n'allège pas l'oppression, ne voile pas la domination. Il les expose, les manifeste avec la bonne conscience des forces de l'ordre. L'intermédiaire porte la violence dans les maisons et dans les cerveaux du colonisé.

La zone habitée par les colonisés n'est pas complémentaire de la zone habitée par les colons. Ces deux zones s'opposent, mais non au service d'une unité supérieure. Régies par une logique purement aristotélicienne, elles obéissent au principe d'exclusion réciproque : il n'y a pas de conciliation possible, l'un des termes est de trop. La ville du colon est une ville en dur, toute de pierre et de fer. C'est une ville illuminée, asphaltée, où les poubelles regorgent toujours de restes inconnus, jamais vus, même pas rêvés. Les pieds du colon ne sont jamais aperçus, sauf peut-être dans la mer, mais on n'est jamais assez proche d'eux. Des pieds protégés par des chaussures solides alors que les rues de leur ville sont nettes, lisses, sans trous, sans cailloux. La ville du colon est une ville repue, paresseuse, son ventre est plein de bonnes choses à l'état permanent. La ville du colon est une ville de blancs, d'étrangers. La ville du colonisé, ou du moins la ville indigène, le village nègre, la médina, la réserve est un lieu mal famé, peuplé d'hommes mal famés. On y naît n'importe où, n'importe comment. On y meurt n'importe où, de n'importe quoi. C'est un monde sans intervalles, les hommes y sont les uns sur les autres, les cases les unes sur les autres. La ville du colonisé est une ville affamée, affamée de pain, de viande, de chaussures, de charbon, de lumière. La ville du colonisé est une ville accroupie, une ville à genoux, une ville vautre. [...]

Ce monde compartimenté, ce monde coupé en deux est habité par des espèces différentes. [...] Quand on aperçoit dans son immédiateté le contexte colonial, il est patent que ce qui morcelle le monde c'est d'abord le fait d'appartenir ou non à telle espèce, à telle race. Aux colonies, l'infrastructure économique est également une superstructure. La cause est conséquence : on est riche parce que blanc, on est blanc parce que riche. C'est pourquoi les analyses marxistes doivent être toujours légèrement distendues chaque fois qu'on aborde le problème colonial. [...] En dépit de la domestication réussie, malgré l'appropriation le colon reste toujours un étranger. Ce ne sont ni les usines, ni les propriétés, ni le compte en banque qui caractérisent d'abord la « classe dirigeante ». L'espèce dirigeante est d'abord celle qui vient d'ailleurs, celle qui ne ressemble pas aux autochtones, « les autres ».

5 Noel Ignatiev, « Le point aveugle des blancs », (1966-67)

La classe dominante américaine a conclu un accord avec [...] la masse des travailleurs blancs. Les termes de cet accord, élaboré au cours des trois siècles de développement capitaliste dans notre pays, sont les suivants : vous, travailleurs blancs, nous aidez à conquérir le monde et à asservir la majorité non-blanche de la main d'œuvre mondiale, et en retour, nous allons vous réserver le monopole des emplois qualifiés, vous protéger contre les effets les plus sévères des crises économiques, vous donner un accès à la santé et à l'éducation plus important qu'aux populations non-blanches, vous garantir la liberté de dépenser votre argent et votre temps libre comme bon vous semble, sans restrictions sociales, permettre à quelques-uns d'entre vous de s'élever hors des rangs de la classe ouvrière et, de manière générale, vous accorder les privilèges matériels et spirituels dignes de votre peau blanche.

Il y a bien sûr des failles dans ce dispositif. Les contradictions entre des forces antagoniques ne peuvent se résoudre en dehors d'un processus révolutionnaire. La masse des travailleurs blancs produit de grandes quantités de valeur et il existe de ce fait une lutte incessante pour la répartition de cette valeur – dans les limites imposées par l'accord.

Est-ce à dire que les travailleurs blancs sont dénués de tout potentiel révolutionnaire, qu'ils doivent être écartés des rangs des forces révolutionnaires ? [...] En dépit de leurs privilèges, les travailleurs blancs [...] sont des prolétaires exploités [...]. Dans la lutte pour le socialisme, *aussi bien que dans les luttes pour les revendications immédiates*, sans lesquelles la classe ouvrière ne peut atteindre un niveau de conscience socialiste, les travailleurs blancs, comme leur frères noirs, basanés ou jaunes, ont « un monde à gagner ». *Mais ils ont plus à perdre que leurs chaînes ; ils ont aussi à « perdre » leurs privilèges de Blancs, les avantages indirects qui les séparent du reste de la classe ouvrière et qui constituent le fondement matériel de la division dans les rangs des travailleurs.*

[...] Le Progressive Labor évite la question centrale de la lutte contre la suprématie blanche [en considérant que] les travailleurs blancs ont « leurs propres revendications de classe », *distinctes* des revendications de libération des Noirs ([résumées] à « du travail, des logements et des droits politiques complets »), et que la voie vers l'unité des Blancs et des Noirs se situe dans les luttes *parallèles* de deux groupes de travailleurs pour deux séries de revendications.

C'est faux à double titre. D'abord, il n'est pas correct de réduire les exigences du mouvement de libération des Noirs à « du travail, des logements et des droits politiques complets » – ce sont là les exigences de tous les travailleurs. (Il ne suffit pas non plus de réduire la revendication d'autodétermination, comme vous le faites ailleurs, à un slogan en faveur de la nation *noire* : les écrits de Lénine sur la question nationale-coloniale établissent clairement que l'autodétermination d'une nation opprimée est un slogan dirigée vers la classe ouvrière du pays *opresseur*.) [...] La fin de la suprématie blanche n'est pas uniquement la revendication du peuple noir, séparée de celles de la classe ouvrière tout entière. Il ne peut être laissé aux Noirs la tâche de la combattre seuls, tandis que les travailleurs blancs « sympathisent avec leur lutte », « la supportent », « rejettent les calomnies racistes » etc., mais se battent en fait pour leurs revendications « propres ». [...]

Les conséquences de la fin de la suprématie blanche, qui ne peut être atteinte qu'en mobilisant et en élevant la conscience de la classe ouvrière *tout entière*, pourraient dépasser largement la seule répartition équitable de la misère. Le résultat d'une telle lutte serait en soi une classe ouvrière conscientisée, très bien organisée, expérimentée et militante – en somme, *unie* – et prête à affronter la classe dirigeante en un bloc compact. La fin de la suprématie blanche ne fait pas peser le moindre péril sur les intérêts réels des travailleurs blancs, elle met définitivement en péril leurs intérêts imaginaires, leurs intérêts falsifiés, leurs privilèges de Blancs. [...]

Cela ne signifie pas que le processus se déroulera par étapes distinctes et successives, soit, d'abord la fin de la suprématie blanche, puis une lutte massive pour des réformes et enfin la révolution. Il est probable que la libération noire n'ait pas lieu sans la conquête du pouvoir par la classe ouvrière dans notre pays tout entier. Cela signifie que, dans le cadre d'une mobilisation de la classe ouvrière entière contre la suprématie blanche, des victoires seront obtenues et que, c'est le plus important, l'idéologie du chauvinisme blanc sera dévoilée comme l'arme de l'opresseur, préparant ainsi la classe ouvrière à la prise du pouvoir. De cette façon, les travailleurs russes emmenés par les Bolcheviks, ont fait de la libération de « leurs » colonies une partie intégrante de *leurs propres revendications de classe* [...] et étaient donc préparés pour mener leur révolution.

6 Combahee River Collective, « Déclaration » (1977)

Par-dessus tout, notre politique a surgi initialement de la croyance partagée que les femmes Noires ont une valeur intrinsèque, que notre libération est une nécessité, non comme accessoire de celle de quelqu'un·e d'autre mais à cause de notre propre besoin d'autonomie comme personnes humaines. Cela peut paraître évident, simpliste et pourtant, manifestement, aucun autre mouvement ostensiblement progressiste n'a jamais considéré notre oppression spécifique comme une priorité, ni n'a travaillé sérieusement à y mettre fin. Nommer tout simplement les stéréotypes attachés aux femmes Noires (par exemple « nounou des blanc·he·s » [*mammy*], matriarche, Sapphire, pute [*whore*] ou gouine camionneuse [*bulldagger*]), sans même parler du traitement cruel, souvent meurtrier, qui nous est réservé, montre le peu de valeur accordé à nos vies pendant quatre siècles d'esclavage dans l'hémisphère occidental. Nous nous rendons compte que les seules personnes qui s'intéressent suffisamment à nous pour travailler de manière consistante pour notre libération, c'est nous-mêmes. Notre politique naît d'un sain amour pour nous-mêmes, nos sœurs et notre communauté, qui nous permet de continuer notre lutte et notre travail.

C'est dans le concept de politique de l'identité [*identity politics*] que s'incarne notre décision de nous concentrer sur notre propre oppression. La politique la plus profonde et potentiellement la plus radicale émane directement de notre propre identité – et non pas de luttes pour en finir avec l'oppression d'autres personnes. Dans le cas des femmes Noires, il s'agit d'un concept répugnant, dangereux, menaçant et donc révolutionnaire, car au vu de l'ensemble des mouvements politiques qui nous ont précédé, il est évident que n'importe qui mérite davantage sa libération que nous.

Nous pensons que la politique sexuelle, sous le patriarcat, joue un rôle aussi important dans la vie des femmes Noires que les politiques de classe et de race. Souvent aussi, nous avons du mal à séparer les oppressions de race, de classe et de sexe, parce que fréquemment, dans nos vies, nous en faisons l'expérience simultanée. Nous savons qu'il existe cette chose : une oppression raciale-sexuelle, ni seulement raciale, ni seulement sexuelle – comme le montre par exemple l'histoire de l'utilisation du viol des femmes Noires par des hommes blancs comme arme de répression politique.

Bien que nous soyons féministes et lesbiennes, nous nous sentons solidaires des hommes Noirs progressistes et ne préconisons pas le fractionnalisme prônée par les femmes blanches séparatistes. Notre situation comme personnes Noires rend nécessaire la solidarité autour du fait racial, une solidarité bien sûr inutile pour les femmes blanches envers les hommes blancs, à moins qu'il ne s'agisse d'une solidarité négative entre oppresseur·e·s raciaux. Nous luttons au coude à coude avec les hommes Noirs contre le racisme, tout en luttant aussi avec eux contre le sexisme. Nous avons conscience que la libération de tou·te·s les opprimé·e·s requiert la destruction des systèmes politico-économiques capitaliste et impérialiste, aussi bien que du patriarcat. Nous sommes socialistes, parce que nous pensons que le travail doit être organisé pour le bénéfice collectif des personnes qui réalisent le travail et créent les produits – et non pas pour le profit des patron·ne·s. Les ressources matérielles doivent être distribuées également entre les personnes qui créent ces ressources. Pourtant, nous ne sommes pas convaincues qu'une révolution socialiste qui ne soit pas en même temps une révolution féministe et antiraciste garantisse notre libération.

Nous avons donc été amenées à développer une compréhension des rapports de classe qui inclue la position de classe spécifique des femmes Noires – généralement marginale dans la force de travail, même si temporairement en ce moment historique précis, nous sommes vues comme des alibis [*tokens*] doublement désirables dans les métiers de cols blancs et les professions intermédiaires. Nous devons articuler la situation de classe réelle de personnes qui loin d'être des travailleur·e·s sans race ni sexe, voient au contraire leur vie professionnelle et économique significativement déterminée par l'oppression raciale et sexuelle. Même si nous sommes fondamentalement d'accord avec la théorie de Marx concernant les rapports économiques très spécifiques qu'il a analysés, nous savons qu'il faut poursuivre son analyse pour pouvoir comprendre notre situation économique spécifique comme femmes Noires.

7 Evelyn Nakano Glenn, « De la servitude au travail de service : les continuités historiques de la division raciale du travail reproductif payé » (1992)

Les féministes marxistes mettent la construction genrée du travail reproductif au cœur de l'oppression des femmes. Elles indiquent que ce travail est effectué de manière disproportionnée par les femmes et qu'il est essentiel à l'économie industrielle. Mais dans la mesure où il a majoritairement lieu en dehors du marché, ce travail est invisible et n'est pas reconnu comme un vrai travail. Les hommes bénéficient directement et indirectement de cet arrangement : ils en bénéficient directement puisqu'ils contribuent moins au travail domestique tout en profitant des services que les femmes fournissent en tant qu'épouses et mères ; ils en bénéficient indirectement puisque, débarrassés du travail domestique, ils peuvent privilégier le travail salarié et y gagner un statut prédominant. La division sexuelle du travail reproductif domestique interagit donc et renforce la division sexuelle sur le marché du travail salarié. Ces analyses attirent l'attention sur la dialectique de la production et de la reproduction et le privilège masculin dans ces deux sphères. Pourtant, en présentant la dimension du genre comme fondement unique de l'assignation du travail reproductif, ces analyses impliquent que toutes les femmes sont dans un même rapport à ce travail et qu'il s'agit donc là d'une expérience féminine universelle.

Simultanément, les théories portant sur la hiérarchie raciale n'incluent aucune analyse du travail reproductif. Peut-être parce qu'elles sont – consciemment ou inconsciemment – androcentriques, ces théories s'intéressent uniquement au marché du travail salarié et en particulier aux sphères de production contrôlées par les hommes. Différents auteurs des années soixante-dix travaillant sur la subordination historique des gens de couleur ont mis en avant le dualisme du marché du travail salariés – sa division en des marchés distincts pour les Blancs et les personnes « racialisées-ethnicipées » – en tant qu'outil majeur du maintien de la domination blanche. Selon ces analyses, le marché du travail salarié avait été organisé de telle façon que les travailleurs racialisés-ethnicipés soient relégués aux strates inférieures des emplois mal payés, marginaux et sans perspective d'évolution ; des barrières institutionnelles – notamment des restrictions en matière de droits légaux et politiques – empêchaient ceux-ci de quitter ces strates et de concurrencer les travailleurs euro-américains pour de meilleurs emplois. Ces théories mettent en avant les avantages matériels que les Blancs obtiennent grâce à la division raciale du travail salarié. Elles prennent néanmoins pour acquis ou ignorent le travail domestique non-salarié des femmes et échouent à penser le fait que ce travail pourrait également être « racialement divisé ».

Bref, la division raciale du travail reproductif est absente de chacun de ces courants d'analyse. Il me semble pourtant qu'il s'agit là d'un élément central de l'exploitation spécifique des femmes de couleur et d'une source de hiérarchie et d'interdépendance entre les femmes blanches et de couleur. Il est donc crucial de s'y intéresser de plus près pour développer un modèle intégré de la race et du genre : un modèle qui les considère comme des systèmes qui s'imbriquent au lieu de s'additionner.

Je présente dans cet article une analyse historique de la construction simultanément genrée et racisée du travail reproductif aux États-Unis, en m'appuyant sur une étude comparative du travail des femmes dans le Sud, le Sud-ouest et l'Ouest. J'explique que le travail reproductif a été divisé selon les axes de race et de genre et que les caractéristiques spécifiques de cette division ont varié selon les régions et évolué à travers le temps alors que le capitalisme réorganisait le travail reproductif, en déplaçant certaines de ces formes de la sphère domestique vers celle du marché. Pendant la première moitié du vingtième siècle, les femmes racialisées-ethnicipées étaient employées comme domestiques afin de fournir du travail reproductif au sein de foyers blancs, soulageant ainsi les femmes blanches de classe moyenne des aspects onéreux de ce travail ; pendant la seconde moitié du siècle, avec l'expansion des services marchandisés, c'est à dire transformés en produits ou activités commerciaux, les femmes racialisées-ethnicipées sont employées de façon disproportionnée en tant que travailleuses de service au sein de contextes institutionnels : elles y effectuent un travail reproductif « public » au bas de l'échelle, tandis que les femmes blanches occupent les emplois d'encadrement de type col blanc et inférieur au sein du secteur des services domestiques.

8 Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale, de De Gaulle à Sarkozy* (2009)

La question biologique [...] ne nous intéresse pas. Du reste, elle n'intéresse pas non plus vraiment les racistes. Quoi que dise la science sur le sujet, ils restent persuadés de l'existence des races. Les réflexions morales [...] sur le racisme, comme expression perverse et mortifère du rapport à l'Autre, ne nous concernent pas plus. [...] Ces réflexions sortent, en effet, du politique et de l'histoire pour revenir à une prétendue *nature éternelle* de l'Homme, à ses écarts, à ses aberrations ou à ses pathologies. Ou alors elles resserrent l'explication du racisme sur les représentations et l'imaginaire. [...] L'« antiracisme » se réduit, dans cette perspective, à promouvoir la « tolérance », [...] à enseigner la diversité humaine, pour que l'Homme accepte l'Autre dans sa Différence. [...] Il ne nous intéresse pas de savoir si les races existent ou pas en dehors des relations sociales et politiques qui en ont tissé la trame à travers un espace-temps bien déterminé. [...] À travers quelles logiques sociales, quelles confrontations politiques, l'illusion des races dénoncée par les antiracistes recouvre-telle une réalité sociale tout à fait concrète, la lutte des races sociales ?

Ainsi, parler de *racés sociales*, c'est d'abord pointer la singularité du lien social médié par ces différences ; c'est appréhender les modalités à travers lesquelles il a pris la forme d'une polarisation sociale spécifique délimitant, en termes de race, des *groupes statutaires*. J'entends par là des groupes sociaux dont les relations hiérarchisées sont l'expression de dispositifs d'assignation et de contrainte principalement *politiques*, de l'imposition de normes et autres distinctions *symboliques*, autrement dit par un *statut* plus ou moins explicitement institutionnalisé, qui ne relève pas nécessairement de l'ordre économique. Les groupes statutaires se distinguent ainsi des classes sociales dans leur acception marxiste. Ou, plus exactement, dans leurs formes premières (les castes, les ordres...), les classes sont également des groupes statutaires dans la mesure où elles sont imbriquées dans les rapports de « dépendance personnelle » (*Le Capital*) qui caractérisent alors toutes les sphères de la vie sociale et sont donc *directement* politiques. Dans le monde précapitaliste, les classes dominantes sont immédiatement constitutives du pouvoir politique et c'est en tant que telles qu'elles s'accaparent une partie des richesses produites par les classes dominées. [...] Dans la démocratie égalitaire capitaliste, l'État s'est (relativement) autonomisé, les classes n'en sont plus directement parties prenantes, l'extorsion des richesses se réalise à travers la logique propre du Capital. La constitution des races, se caractérisant principalement par leurs *statuts* respectifs dans l'ordre politique et symbolique, suit, on le verra, un cheminement inverse. [...]

L'existence d'un individu racialisé est déterminée ici par son *statut* racial, c'est-à-dire par son appartenance à un groupe délimité comme race inférieure ou supérieure. Le premier pôle est le monde blanc dont le Pouvoir blanc constitue la dimension politique, plus souvent institutionnalisé qu'inorganisé ; le second pôle est le monde indigène dont la Puissance politique indigène constitue la dimension politique, plus souvent virtuel, inorganique, émietté qu'institutionnalisé. Être blanc, ce n'est pas nécessairement avoir la peau blanche ; c'est être partie intégrante du monde blanc et être reconnu comme tel ; c'est jouir de privilèges statutaires garantis par l'État. Être indigène, ce n'est pas nécessairement avoir la peau noire ou le regard fuyant ; c'est exister socialement comme condition de possibilité et de réalisation du privilège blanc. Parler de *racés sociales*, c'est donc aussi mettre en évidence l'unité d'un processus historique, en l'occurrence cette relation de domination/résistance inscrite dans un même continuum historique, progressivement mondialisé, sous les formes de l'esclavage des Noirs, de la colonisation, puis des différentes formes d'apartheid et de ségrégation dont les descendants d'esclaves et de colonisés ont continué à faire l'objet et contre lesquelles ils résistent encore. Car c'est bien dans la *colonisation du monde*, forme historique concrète qu'a prise la mondialisation économique, politique et culturelle, à partir du début de l'expansion européenne en Afrique et de la « découverte » des Amériques, qu'il faut voir la production des races sociales, c'est-à-dire l'émergence de la suprématie blanche ou encore la structuration d'un champ politique mondial articulé autour de l'affrontement entre le Pouvoir blanc et la Puissance politique indigène.

Toute expansion territoriale, toute oppression d'un peuple n'a pas été racialisante comme a pu l'être la colonisation européenne. Il en est de même de l'esclavage qui n'est pas, en soi, racialisant. [...] En se développant comme moment du processus colonial contemporain, le mouvement esclavagiste *a changé progressivement de nature*. La déportation des Noirs et leur réduction en esclavage ne peuvent être qualifiées de raciales que dans la mesure où elles ont participé de la mise en place de relations sociales instaurant une hiérarchie entre un groupe statutaire défini comme blanc et un autre défini comme noir (avant d'embrasser l'ensemble des « indigènes »). [...] Le musulman, aujourd'hui, n'est pas nécessairement un adepte de la foi musulmane, il est un rapport social. Et, bien sûr, le Blanc n'est pas non plus une couleur, il est un rapport social. Un rapport de lutte. Un rapport politique.

9 Lila Belkacem, Amélie Le Renard, Myriam Paris, « Race », *Encyclopédie critique du genre* (2016)

Dans les sciences sociales, en France, l'usage du terme « race » est relativement récent et encore controversé. [...] L'usage de l'expression « rapports de race » est cependant aujourd'hui diffusé dans les études de genre – tel n'est pas le cas dans d'autres champs de recherche où une attention portée aux rapports de race est soupçonnée, entre autres, d'occulter la « question sociale » et les frontières de classe. [...] L'ignorance des rapports de race tend à reproduire des formes d'hégémonie blanche en invisibilisant ces rapports de pouvoir et en faisant fonctionner la blancheur non comme une position sociale particulière impliquant des avantages structurels, mais comme une norme implicite soustraite à l'analyse et la critique. [...]

C'est notamment l'attention portée à l'articulation entre race et reproduction qui a permis de mettre en lumière la manière dont le genre et la sexualité sont constitutifs des rapports de race. En effet, dans le contexte des colonies de plantation, le maintien de la dichotomie raciale et son inscription dans les corps sont la conséquence d'une gestion coloniale de la reproduction des groupes. Le but de cette gestion est de conjurer l'inéluctable métissage découlant de l'exploitation sexuelle des femmes noires par les hommes blancs. [...] Elle inscrit de surcroît dans le corps des femmes noires l'héritage raciale de la servitude [Morgan, 2004]. Dans la même logique, la production des frontières raciales implique une politique matrimoniale assurant la (re)production matérielle de la blancheur. Elle passe par un contrôle rigoureux de la sexualité des femmes blanches, assignées à être les reproductrices du groupe dominant dans les colonies [Brown, 1996]. Examinant le contexte de la métropole impériale française du XVII^e au XIX^e siècle, Elsa Dorlin [2006] a également souligné le rôle crucial du contrôle politique et médical du corps et du travail reproductif des femmes blanches dans la formation et la racialisation de la nation française. Ce contrôle a engendré un ensemble persistant de normes de genre racialisées figurant les femmes blanches naturellement chastes à l'opposé des femmes noires lascives, ou encore des hommes blancs continents à l'opposé d'hommes noirs lubriques. Frantz Fanon [1952] a analysé les effets de ces stéréotypes sexuels sur l'expérience vécue de la masculinité noire.

La régulation des relations sexuelles (prostitution, concubinage et mariage) est également constitutive de frontières raciales dans le monde colonial non esclavagiste, comme l'a démontré Ann Laura Stoler [2013] dans son étude historique voyageant entre Java, l'Algérie, l'Indochine et l'Inde. Julia Clancy-Smith [2006], focalisant son examen sur l'Algérie, a souligné le fait que l'organisation coloniale de la prostitution des femmes européennes répondait, dans les années 1850, à l'inquiétude des officiers français de voir se développer l'attraction sexuelle des hommes européens pour les hommes indigènes, réputés enclins aux pratiques homosexuelles. Cette inclination fut interprétée comme le corrélat d'une sexualité dite « orientale », pensée comme perverse et se manifestant également par la réclusion et le voilement des femmes. [...]

Les politiques sexuelles et reproductives destinées à tracer et stabiliser les frontières raciales ont contribué à instituer une norme familiale racialisée, fondée sur le couple conjugal, hétérosexuel, blanc et producteur d'enfants. [...] Les familles noires sont systématiquement jugées déviantes dans les sociétés post-esclavagistes [...]. Par exemple, du fait de leurs faibles salaires, les hommes noirs peuvent rarement subvenir seuls aux besoins de leurs familles. C'est ainsi que, dans les années 1960, la thèse du matriarcat noir est popularisée aux États-Unis [Davis, 1983], dans les Antilles françaises ou à La Réunion [Verges, 1999]. Elle érige les femmes noires en matriarches exerçant un pouvoir excessif et pathogène – castrateur – sur leurs enfants et leurs conjoints. Attentives aux articulations entre travail et famille, les féministes africaines-américaines ont montré en quoi les dichotomies genrées traditionnellement pointées par les féministes blanches entre sphère publique et privée, production et reproduction, travail reproductif payé et non payé sont inopérantes pour appréhender l'expérience et l'oppression des femmes noires [Collins, 2000]. [...]

La croyance selon laquelle, dans les pays hégémoniques, les femmes – pensées de manière tacite comme blanches – seraient de plus en plus émancipées est aujourd'hui utilisée pour tracer et réaffirmer des frontières raciales. Les femmes catégorisées « maghrébines » (ou encore « arabes » et/ou « musulmanes ») continuent d'être représentées comme des victimes d'hommes « maghrébins », réputés intrinsèquement plus violents et sexistes que les hommes blancs. [...] L'association dans les représentations entre sexisme et islam constitue l'un des piliers de l'islamophobie. Cette vision est partagée par les courants féministes hégémoniques et [...] opère ainsi au cœur de politiques publiques : en France, dans les années 2000, les dispositifs d'assistance sociale ciblant spécifiquement les « femmes de l'immigration » lient systématiquement « intégration » et « émancipation féminine », définies selon des critères excluants, et notamment le fait de ne pas porter de voile [Manier, 2013].

10 Keeanga-Yamhitta Taylor, *Black Lives Matter. Le renouveau de la révolte noire américaine.* (2016) – Chapitre 7

Compte-tenu de l'extrême popularité des idées socialistes à la fin de la dernière insurrection noire, on peut s'étonner que le socialisme soit aujourd'hui parfois considéré comme inopérant pour expliquer le racisme ou l'oppression des noirs. [...]

[Souvent l'accusation de réductionnisme de classe] amalgame plusieurs catégories d'individus, réduisant leurs idées et leurs activités politiques au fait de minorer ou d'ignorer le racisme. Mais mettre la gauche, les militants, les socio-démocrates et les marxistes dans le même sac pour montrer qu'ils privilégient les perspectives des blancs en ne faisant « aucun cas de la réalité que vivent les personnes de couleur » crée plus de confusion que de clarté. [Cette critique] part du principe que « la gauche » est blanche et indifférente au racisme – une idée étrange, étant donné que les socialistes ont soutenu les Afro-américains et la proximité de ces derniers avec le socialisme et les socialistes. Comment le socialiste – notamment celui des Black Panthers – qui a représenté en son temps une telle menace pour l'État fédéral, peut-il être perçu aujourd'hui comme « blanc » et périphérique aux luttes des « personnes de couleur » ?

Pour dénouer cette histoire, il faut prendre en compte l'étendue de la répression menée par l'État fédéral contre son « ennemi intérieur » afin de contrer son influence sur la population afro-américaine. Cela implique aussi de prendre au sérieux les idées des Panthères et les débats politiques qu'elles ont suscités au sein de la gauche révolutionnaire dans les années 1960 et 1970 à propos des lieux d'implantation des groupes, de la manière de les construire et du public qu'ils devaient toucher. [...]

L'un des avantages de l'esclavage racial pour les esclavagistes et la classe dirigeante dans son ensemble était son utilité pour désamorcer les conflits de classe potentiels entre blancs. Aux États-Unis, la liberté des blancs reposait sur l'esclavage des noirs. [...] Après la fin de l'esclavage, une stratégie fondée sur la « suprématie blanche » assumait un rôle semblable en lissant les tensions politiques et économiques entre blancs du Sud. [...] À l'instar de l'esclavage, elle servait à dégager un maximum de productivité et de profits tout en désamorçant les antagonismes potentiellement explosifs entre les blancs les plus riches et les plus pauvres.

Quel rapport avec le monde actuel ? On ne peut pas dire que le pays dans lequel nous vivons aujourd'hui soit dominé par une stratégie visant à unir tous les blancs autour de la suprématie blanche et à marginaliser ou à exclure les noirs des sphères politiques et économiques. Ce qui ne veut pas dire pour autant que les blancs ne dominent pas largement les institutions qui déterminent l'avenir politique et économique de ce pays. En revanche, l'héritage politique de la suprématie blanche continue de s'exprimer à travers la dissimulation de l'antagonisme de classe entre blancs. « Les blancs » sont typiquement envisagés comme une masse indifférenciée, unie par l'expérience commune de certains privilèges et d'une mobilité sociale sans entraves. Cette vision a largement été entretenue par la conceptualisation dans certaines sphères universitaires d'une identité « blanche » rattachée à ce qui se veut une théorie générale de la « blancheur ».

Selon cette conception, la « blancheur » ne serait pas nécessairement incarnée par des personnes blanches et pourrait l'être par divers individus, qu'ils soient noirs, hispaniques, asiatiques et, bien sûr, blancs. Par certains aspects, cette distinction entre la blancheur et les personnes blanches a été créée, c'est important de le souligner, pour permettre des distinctions et des différenciations parfois utiles. Mais quand on invoque le fait « d'agir comme un blanc » pour expliquer l'action d'acteurs politiques réactionnaires tels que le juge afro-américain de la Cour Suprême Clarence Thomas, cela ne sert qu'à rendre interchangeable les concepts de race et de classe, brouillant encore davantage l'existence des différences de classe. À cet égard, le concept de « blancheur » a permis à la gauche de réinterpréter le mythe des États-Unis comme société sans classes. Les non-blancs occupant des fonctions de pouvoir sont accusés de « reproduire la blancheur » et non d'exercer leur pouvoir de classe – comme si Clarence Thomas ou Barack Obama n'étaient pas totalement conscients de leurs actes. En outre, cela a invariablement pour effet de lisser les différences importantes entre blancs pour leur substituer une communauté d'expérience blanche qui n'existe tout simplement pas. Cela a un impact démesuré sur les luttes menées pour construire des solidarités entre opprimés et exploités [...].